



LE TROISIÈME TOUR SERA SOCIAL !

Il n'y a pas que le climat qui connaît un réchauffement. La rentrée sera certainement chaude au plan social et notamment dans l'éducation.

Les élections présidentielles et législatives passées, la question sociale, comme les questions climatiques, seront des enjeux importants de la rentrée. Majorité gouvernementale ou pas ou alliance ponctuelle à l'assemblée, nul doute que la démolition sociale va se poursuivre et que les alliances se feront sur les bases les plus réactionnaires et libérales. De la hausse du coût de la vie au projet de report de l'âge de départ à la retraite, ce sont autant de mauvais coups qui vont pleuvoir sur l'ensemble des salarié-e-s et en premier lieu les petits salaires et les plus précaires d'entre nous.

Dans l'éducation, les points chauds sont nombreux : permanence de la précarité pour les AED et AESH et non reconnaissance de leur mission, baisse de moyens généralisée, démantèlement de la formation continue avec tentative de l'instaurer sur les temps de congés, évaluation des établissements visant à leur mise en concurrence, introduction de la prime au mérite, crise généralisée de recrutement au concours et explosion programmée du recours aux contractuels et vacataires... Ce sont autant de signes de déliquescence du service public d'éducation mais aussi de la crise de professions malmenées, voire maltraitées, et déconsidérées sur le plan social comme sur le plan salarial. La timide annonce de l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires annoncée pour le 1er juillet est déjà reportée au mois de septembre et nul doute qu'elle sera de toute façon inférieure à l'inflation d'où la continuité de la dégradation de nos conditions de vie. De manière générale, le système public d'éducation touche le fond et se dirige vers une privatisation qui ne bénéficiera qu'aux classes les plus aisées. On n'a même plus des miettes à se partager, toutes les enveloppes sont vides et le système est au bord de l'explosion comme le révélera l'impasse des non-remplacements au bout de quelques semaines de rentrée.

On rentre dans une période d'épais brouillard que ce soit dans l'éducation ou dans la société en général. Il n'y a rien à attendre du nouveau ministre de l'Éducation nationale qui, malgré son pedigree, va gérer dans la continuité le champ de ruines laissé par Blanquer. La mise en place de ParcoursSup reste la plus grande gare de tri et de reproduction sociale mis en place. L'heure n'est pourtant pas à la résignation,

même si la crise sanitaire a laissé des traces en termes d'isolement, d'individualisme, de fatalité et de morosité. Il y a nécessité de renouer avec un cadre et des dynamiques collectives et avec des pratiques de solidarités en actes. Le temps est plus que jamais à l'auto-organisation, dans nos syndicats, lors de nos heures d'information syndicales, dans des assemblées de secteur et des assemblées générales professionnelles comme interprofessionnelles.

Ce n'est pas à l'Assemblée nationale mais dans la rue que les choses vont se passer ! Il ne va pas falloir compter ses jours de grève l'année prochaine et au contraire envisager un mouvement de grève reconductible.

**Organisons-nous !
préparons des caisses de grèves,
d'établissements comme de secteurs,
et retrouvons-nous les manches
pour changer nos vies !**

BLANQUER RECALÉ



LA DÉPRIME DU MÉRITE

La prime au mérite est une prime allouée aux personnels des établissements scolaires REP+ et varie selon les établissements en fonction de différents critères et atteintes d'objectifs. La notion de mérite a le goût de l'amertume après une crise sanitaire – qui n'a fait qu'exacerber le manque de moyens humains, matériels et financiers – où les personnels ont dû assurer tant bien que mal la continuité du service public avec leurs propres moyens et capacités d'adaptation. Tous les personnels ? Non. Les AED, AESH, et autres contrats précaires sont encore les grand·e·s oublié·e·s de la réforme. Les personnels de l'Éducation nationale ont pourtant fait grève à maintes reprises pour une augmentation des salaires pour tou·te·s et des moyens supplémentaires pour de meilleures conditions de travail. Mais l'Éducation nationale n'échappe pas aux réformes libérales, et il faudra donc « travailler plus pour gagner plus » afin d'avoir le droit à sa prime. Ainsi, le glissement vers le privé ne cesse de s'accroître, et les établissements sont plus que jamais mis en concurrence. Cette prime se voulait méritante, mais elle est en réalité méprisante : ce n'est pas l'argent qui pousse les personnels de l'éducation nationale à s'engager dans leurs missions, cet argent les pousse à la compétition effrénée, entre collègues et entre établissements.

Mais qu'est-ce que le mérite ? Et qu'est-ce qu'un établissement méritant ou non-méritant ? Certainement un établissement qui applique toutes les réformes du ministère, et des fonctionnaires qui fonctionnent... La réussite des élèves ferait aussi partie des critères – comme si la non-réussite des élèves relevait de la responsabilité individuelle des personnels et non pas d'un manque de moyens de la part de l'institution. Il ne faut pas oublier non plus que l'école n'est pas la solution de tous les maux et qu'elle ne peut pas toujours rivaliser avec les réformes anti-sociales impactant les familles les plus précaires. Mais comment savoir si les objectifs sont atteints ? Facile. L'Éducation nationale dispose de plusieurs outils pour récolter les données : évaluations nationales de 6e, Evalang, auto-évaluation des établissements... Y participer, c'est donner des billes au ministère pour justifier les primes et baisser les moyens.

NON à la prime au mérite
NON aux critères d'évaluation idéologiques
OUI à l'augmentation des salaires de tou·te·s
OUI à des moyens humains, matériels et financiers
pour de meilleures conditions de travail !

MOBILISATION DANS L'ANIMATION !

Mais qu'est-ce qui peut bien expliquer cette « pénurie d'animatrices » ? Désertion définitive de l'éducation populaire pour certain·e·s, arrêts provisoires pour d'autres, et peu de recrues au portillon... C'était pourtant vendeur sur la brochure : passe ton BAFA, vit des expériences inoubliables, et mets des étoiles dans les yeux des enfants... Ah les étoiles dans les yeux, ultime reconnaissance qui perdure ! Parce que du côté du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse on ne peut pas dire que la reconnaissance soit au rendez-vous ! Voici les réponses institutionnelles à cette pénurie de ces dernières années :

- 100 balles d'aides pour passer le BAFA (qui coûte entre 800 et 1000 euros).
- Mise en place de nouveaux quotas d'encadrement périscolaire via les PEDT de chaque ville portant le taux d'encadrement à 1 animatrice pour 14 enfants pour les maternelles et 1 pour 18 enfants pour les classes élémentaires.
- Abaisser l'âge minimum pour passer le BAFA de 17 ans à 16 ans.
- Augmentation de 2 points des catégories A et B (obligé sinon elles passaient en dessous du SMIC...), une aumône donc.
- Mise en place du SNU avec, au-delà de l'incompatibilité des valeurs de l'armée avec celles de l'éducation populaire, le siphonnage de nos subventions : « le budget dédié au SNU fait plus que doubler entre le PLF 2020 et le PLF 2021, passant de 29,83 millions d'euros à 62,25 millions d'euros », alors que le nombre de jeunes potentiellement accueilli·e·s reste stable.

Reste les mêmes problématiques :

- Un·e animatrice périscolaire gagne en moyenne 600 euros par mois.
- On nous demande de systématiquement jeter la nourriture non consommée par les enfants dans les collectivités, alors que nombreux·es sont ceux qui sautent des repas faute de moyens.
- La rémunération minimum en C.E.E pour un·e animatrice de "colo" ou de centre de loisir est de 22,55euros/jour pour des journées qui font généralement 15 heures (quand on a de la chance et qu'on prépare peu d'activités le soir) soit 1,5 euro/heure... le C.E.E est normalement à utiliser pour des emplois exceptionnels, non réguliers, mais les directrices d'associations ou de structures privées l'ont largement généralisé et emploient sur une année entière des travailleuses en se servant de ce type de contrat.

Pour s'organiser contre ces mauvaises conditions de vie et de travail nous invitons tou·te·s les travailleurs et travailleuses de l'éducation populaire à se mettre en grève et se rassembler

Jeudi 30 Juin :

- 13h : une prise de parole devant la préfecture**
- 14h : Place Guichard pour tisser du lien et échanger sur nos droits, nos modes d'actions, etc.**



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant·e·s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent·e·s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun·e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

